

Guinée

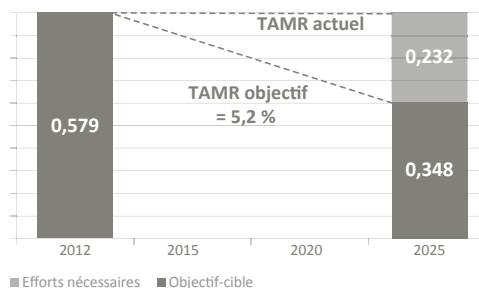
Date d'adhésion :
Mai 2013

Faits marquants

- La Guinée dispose d'une politique nationale d'alimentation et de nutrition (PNAN) depuis 2005 et elle s'est engagée dans sa révision afin de prendre en compte la multi-sectorialité, avec l'appui des Nations-Unies. Celle-ci vient d'être transcrite dans un plan stratégique multisectoriel.
- Cinq sous-groupes techniques sont mis en place au sein du cluster nutrition qui est actuellement la plateforme multisectorielle. Ils se concertent à travers plusieurs sous-programmes mis en œuvre par les collectivités locales.
- Des groupes régionaux de nutrition et d'alimentation, regroupant tous les services régionaux pertinents sont mis en place dans 4 régions sur 8 et se réunissent tous les 2 mois.

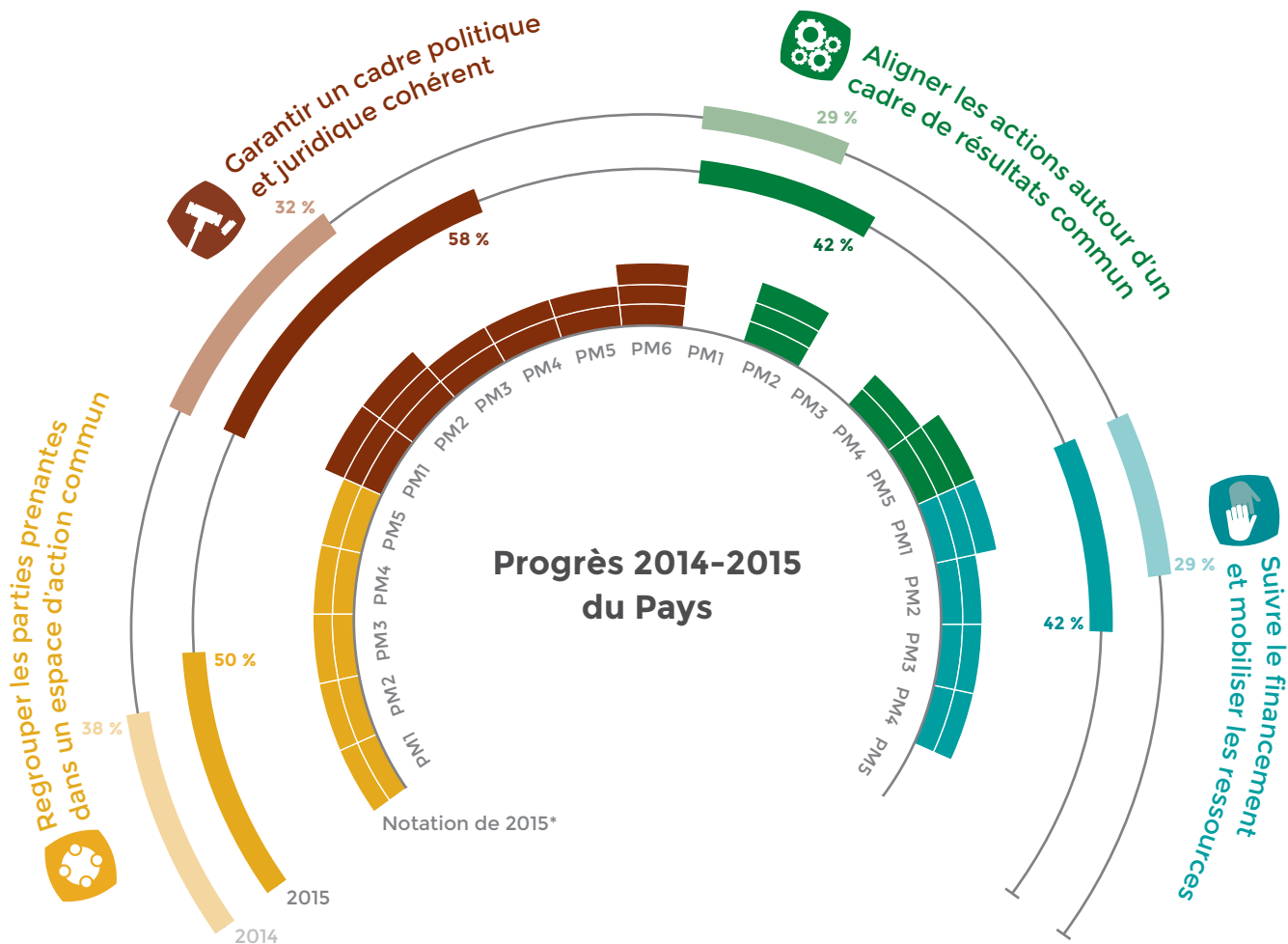
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 31,3 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 15,7 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	31,3 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	20,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	9,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,8 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	48,4 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Dans le contexte du virus Ebola en Guinée, le Groupe technique nutrition et alimentation (GTNA) qui était la plateforme multisectorielle a été transformée en Cluster nutrition et sécurité alimentaire pour la période de crise Ebola. Il regroupe les mêmes acteurs du gouvernement, des agences des nations unies et de la société civile.

Il est important de noter que le Conseil National de Nutrition et d'Alimentation annoncé auparavant et placé à la primature n'est pas fonctionnel. C'est le GTNA coordonné par le Point focal Mouvement SUN qui avait fonctionné comme plateforme jusqu'à l'avènement Ebola.

Un facilitateur REACH a été recruté cette année. Il facilite entre autre la coordination nutritionnelle des agences

de l'ONU et entre les agences et le Gouvernement. La société civile est organisée au sein du Conseil national des organisations de la société civile qui a reçu un appui d'UNICEF pour renforcer la nutrition. Le réseau des donateurs et le réseau du secteur privé ne sont pas encore en place. Cependant, une Alliance nationale d'enrichissement des aliments existe. **L'Université de Conakry a ouvert un master en nutrition. En collaboration avec UNICEF, l'Université travaille à la compréhension des causes de la malnutrition chronique en Guinée.**

Le gouvernement travaille en étroite collaboration avec le parlement dans le cadre de la législation favorable à la nutrition. Il travaille également avec les medias.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



La Guinée dispose d'une politique nationale d'alimentation et de nutrition (PNAN) depuis 2005 et elle s'est engagée dans sa révision afin de prendre en compte la multisectorialité, avec l'appui des Nations-Unies. La politique ainsi réactualisée est transcrite dans un plan stratégique multisectoriel. **Le processus de validation de la politique est engagé pour cette année.**

La législation nationale sur la nutrition comprend des lois sur l'allaitement maternel, la nutrition des enfants nés de mères séropositives, le protocole de prise en charge de la malnutrition aigüe, l'iodation du sel, la fortification de la farine et de l'huile. **Cependant, les efforts doivent être poursuivis afin de renforcer ou de diffuser ces législations. La Guinée s'est ainsi engagée à intégrer le code de commercialisation**

des substituts du lait maternel en révisant les dispositions existantes et à renforcer la protection du congé maternité.

La Guinée a élaboré cette année en 2015 un Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) qui prend en compte la nutrition. La nutrition est intégrée à certaines politiques sectorielles telles que l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé publique et l'éducation, et la protection sociale. Une politique d'alimentation scolaire va être élaborée. Cependant, le contenu de la nutrition est parfois insatisfaisant et la coordination entre les ministères techniques est faible. **Un atelier de concertation impliquant tous les acteurs impliqués dans la prise en charge de la malnutrition a été organisé en 2014 pour favoriser des synergies.**

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



La Guinée vient de recevoir une équipe du Comité Inter Etat de lutte contre la Sècheresse (CILSS) pour appuyer le lancement du Système d'alerte précoce (SAP) et la mise en place du cadre harmonisé qui sera un cadre commun de résultat, le plan d'action multisectoriel n'étant pas encore finalisé.

Cinq sous-groupes techniques sont mis en place au sein du groupe technique nutrition qui est actuellement le cluster. Ces 5 sous-groupes techniques sont : Prise en Charge de la

malnutrition aigüe, Prévention et micronutriments, Enquête et Evaluation, Cash Transfer et Sécurité alimentaire. Ils se concentrent sur les interventions nutritionnelles directes, à travers plusieurs sous-programmes mis en œuvre par les collectivités locales avec l'appui technique des autres secteurs.

L'adjonction d'un système de suivi-évaluation permettant de retracer les progrès constitue un défi à relever.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La crise due au virus Ebola a orienté les maigres financements vers la lutte contre ce fléau. Les interventions nutritionnelles ne sont actuellement pas coordonnées sur le plan financier. L'État ne dispose pas de ligne budgétaire spécifique pour la nutrition. Chaque participant dans le secteur est responsable de son propre budget.

Une fois le plan d'action multisectoriel terminé, son chiffrage est prévu, accompagné d'un plaidoyer auprès du gouvernement et des PTF pour son financement.

Suivre le financement et mobiliser les ressources